
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

**DIRECTION DES ACTIONS DE
L'ETAT**

**Bureau de l'environnement et de
l'urbanisme**

ARRETE PREFECTORAL

du **28 MARS 2000**

**prescrivant des dispositions complémentaires (étude de sols) à la
Compagnie Rhénane de Raffinage à REICHSTETT**

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18;

VU les arrêtés préfectoraux du 7 juillet 1959, du 3 mai 1971, du 11 mai 1979 et du 22 décembre 1980 réglementant les activités exercées par la Compagnie Rhénane de Raffinage à REICHSTETT;

VU les circulaires des 3 et 18 avril 1996 relatives à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité;

VU le rapport du 15 octobre 1999 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en date du 7 décembre 1999;

CONSIDERANT que l'activité historique du site de la Compagnie Rhénane de Raffinage sur le territoire des communes de REICHSTETT et VENDENHEIM entre dans les catégories fixées par les circulaires susvisées;

CONSIDERANT la nécessité de garantir la préservation de la qualité des eaux souterraines de la nappe phréatique d'Alsace;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer la réalisation d'un diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques sur le site de la Compagnie Rhénane de Raffinage conformément à la circulaire du 3 avril 1996 du Ministère de l'Environnement;

APRES communication à la Compagnie Rhénane de Raffinage du projet d'arrêté;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin;

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la Compagnie Rhénane de Raffinage (C.R.R.), dont le siège social est situé Route départementale 37, 67116 REICHSTETT (adresse postale : BP 23440 67455 MUNDOLSHEIM Cedex), exploitant une raffinerie sur le territoire des communes de REICHSTETT et VENDENHEIM.

Article 2 :

Un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques du site de la Compagnie Rhénane de Raffinage seront réalisés selon les modalités définies dans le guide méthodologique du Ministère de l'Environnement – BRGM relatif à la gestion des sites (potentiellement) pollués (version 1) élaboré à cet effet.

Article 3 :

Le diagnostic initial, qui comprend une analyse historique du site (localisation des différentes activités et sources potentielles de pollution, produits utilisés, pratiques de gestion environnementale...) et le recueil des données et informations environnementales concernant le site et son voisinage fera l'objet d'un rapport d'étape adressé à l'Inspecteur des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si ces données sont insuffisantes pour réaliser l'évaluation simplifiée des risques, une campagne d'investigations légères basées sur des analyses de sols et de la qualité des eaux souterraines devra compléter les données de l'étude documentaire. La proposition pour cette campagne d'investigations complémentaires sera intégrée dans le rapport d'étape susvisé et soumise à l'avis de l'Inspection des installations classées.

Article 4 :

Les résultats issus du diagnostic initial seront utilisés pour mener l'évaluation simplifiée des risques. Le rapport d'étude final comprendra la définition des suites éventuelles à envisager qui peuvent comprendre la surveillance et à mettre en place, les réhabilitations éventuelles à entreprendre...

Il sera remis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : FRAIS

Les frais induits pour les études et analyses sont à la charge de la Compagnie Rhénane de Raffinage.

Article 6 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 Les maires de REICHSTETT et VENDENHEIM ,
 Les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,
 Le Commandant du Groupement de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Compagnie Rhénane de Reichstett.



Pour ampliation
 Le Secrétaire Général,
 Adjoint administratif,

ALH

Anne-Laure HENRICH

LE PRÉFET
 P. le Préfet
 Le Secrétaire Général

M
 MICHEL LAFON

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...) dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.